

Les Echos

TRIBUNE

Le défi sanitaire mondial est aussi l'affaire des entreprises

Par [Collectif de dirigeants](#)

Publié le 16 mai 2019 à 7:17 Mis à jour le 16 mai 2019 à 18:18

Les pays du Sud portent le dur poids de la double peine. En sus des maladies non transmissibles (diabète et hypertension) dont la prévalence augmente rapidement, les trois grandes pandémies tueuses que sont le VIH, la tuberculose et le paludisme mettent à rude épreuve les continents africain et asiatique, avec 2,5 millions de morts chaque année.

Du fait des insuffisances du système de santé tant en infrastructures qu'en ressources humaines, il n'est ni possible de prévenir ni de prendre en charge correctement ces maladies, pour la plupart évitables, sans l'aide des acteurs internationaux.

Nous, chefs d'entreprises implantées dans les pays du Sud, sommes concernés par ces maladies qui représentent les premières causes d'absentéisme et d'invalidité, les premiers motifs de consultation et les premières sources de dépenses médicales pour les employés et leur famille.

L'exemple du paludisme est de ce point de vue emblématique. Un employé malade subit en moyenne deux à trois crises de paludisme par an. Chaque crise entraîne un arrêt de trois jours. L'impact socio-économique est lourd. On estime le coût moyen imputable à l'absentéisme lié au paludisme et aux dépenses curatives à environ 100 euros par salarié et par an. Ce coût est à comparer au budget de 25 euros par salarié nécessaire pour sensibiliser et équiper chaque foyer en moustiquaires imprégnées, à longue durée d'action. Ainsi, selon la Banque mondiale, le paludisme est un frein au développement économique : la maladie ferait perdre, chaque année, l'équivalent de 10 milliards d'euros au PIB du continent africain.

Au-delà de l'engagement de nos entreprises dans des actions locales de prévention et de sensibilisation, destinées à protéger les salariés et leur famille, nous manifestons notre volonté de changer radicalement d'échelle, conscients de l'importance du rôle que nous avons à jouer pour améliorer la santé des populations locales et soutenir le développement des pays.

La France est le deuxième contributeur du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, avec 5,2 milliards de dollars sur un total de 42,7 milliards mobilisés entre 2001 et 2017. Ces investissements ont permis de sauver 27 millions de vies !

Pour autant, ces efforts doivent être renforcés pour atteindre l'objectif d'élimination de ces trois pandémies d'ici à 2030. La collaboration entre acteurs de santé publics et privés est donc incontournable.

Une implication du secteur privé est cruciale dans la mise en oeuvre des programmes sur le terrain afin que les efforts financiers des institutions ne demeurent pas vains.

Le secteur privé dispose de nombreuses possibilités pour investir dans le renforcement des capacités des systèmes d'information et des laboratoires, les solutions de diagnostic, les produits pharmaceutiques, la formation des personnels de santé, la chaîne d'approvisionnement, la recherche et les innovations en matière de santé numérique.

En cette année 2019 de présidence française du G7 et d'organisation de la 6^e conférence triennale de reconstitution des ressources du Fonds mondial, nous appelons à la création d'une plateforme d'engagement des entreprises dans la santé mondiale, « BusinessforGlobalHealth/Entreprises pour la santé mondiale », dont l'objectif est de promouvoir des projets innovants et de co-investir en « circuit court » avec les bailleurs de fonds internationaux. Cette plate-forme, coordonnée par l'association Santé en Entreprise (SEE), a la vocation de fédérer des entreprises européennes et africaines qui souhaitent agir ensemble.

Nos efforts conjugués à ceux des bailleurs de fonds internationaux s'appuieront sur un plan d'actions fondé sur la santé numérique, dont l'objectif est de déployer concrètement sur le terrain des programmes de sensibilisation, de dépistage intégré et de prise en charge des maladies transmissibles et non transmissibles.

Ensemble, nous avons la volonté de générer des moyens d'agir et d'innover sur le terrain !

Hassan EL SHABRAWISHI, CEO Afrique, AXA

Etienne GIROS, Président de l'European Business Council for Africa and the Mediterranean (EBCAM) et Président-Délégué du Conseil français des Investisseurs en Afrique (CIAN)

Jean-Michel GUELAUD, Président, SOGEA-SATOM

Philippe LAMOUREUX, Directeur Général, LEEM

Alexandre MAYMAT, Président Afrique, SOCIETE GENERALE

Francis MESTON, Group Executive Vice President, CEO Middle East, Turkey & Africa. ATOS

Bruno METTLING, Président de conseil du MEDEF International et Président Afrique et Moyen d'ORANGE

Jérôme THILL, Président, CERBA HEALTHCARE

...